

Canadian Museum of
Immigration at Pier 21



Musée canadien de
l'immigration du Quai 21

Loi sur l'accès à l'information

Rapport annuel 2020-2021



Canada 

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information*
1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021

1. Introduction

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 (Le Musée) est heureux de présenter son rapport annuel sur l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* (la *Loi*) pour l'exercice 2020-2021, conformément à l'article 94 de la *Loi*. En vertu de la *Loi*, ce rapport est déposé au Parlement.

La *Loi sur l'accès à l'information* est fondée sur les principes suivants :

- Les renseignements gouvernementaux devraient être mis à la disposition des Canadiens et des résidents permanents du Canada;
- Les exceptions au droit d'accès devraient être limitées et spécifiques;
- Les décisions regardant la divulgation des renseignements gouvernementaux devraient être examinées de façon indépendante du gouvernement.

Mandat

Le 25 novembre 2010, la législation visant à créer le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 est entrée en vigueur. En vertu de la *Loi sur les Musées*, le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 est une personne morale appartenant entièrement à l'État. Il fonctionne de façon indépendante du gouvernement dans ses opérations, ses activités et sa programmation quotidiennes.

Situé au Quai 21, lieu historique national du Port de Halifax, le Musée, constitué par le gouvernement fédéral, est une société d'État au sein du portefeuille de Patrimoine canadien. Il est l'un des deux seuls musées nationaux à avoir été créé en une génération et le deuxième à être situé en dehors de la région de la capitale nationale.

Les amendements à la *Loi sur les musées* créant le mandat du Musée stipulent :

Le but du Musée canadien de l'immigration du Quai 21 est d'explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens.

Le rôle général en matière de politique publique du Musée est énoncé au préambule de la *Loi sur les musées*, qui déclare que chaque musée national :

- a) « joue un rôle fondamental, seul ou en collaboration avec d'autres musées ou institutions analogues, dans la conservation et la promotion, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, du patrimoine du Canada et de tous ses peuples, de même que dans la constitution de la mémoire collective de tous les Canadiens et Canadiennes et dans l'affirmation de l'identité canadienne »;
- b) « représente tant une source d'inspiration et de connaissance qu'un lieu de recherche et de divertissement qui appartient à tous les Canadiens et Canadiennes, et offre dans les deux langues officielles un service essentiel à la culture canadienne et accessible à tous. »

2. Structure organisationnelle

Le Musée est présidé par un conseil d'administration qui est présentement formé de onze membres provenant de partout au Canada. Ces membres sont nommés par le Ministre, avec l'accord du gouverneur en conseil. La première directrice du Musée, qui est la chef de la direction, a été nommée le 20 octobre 2011 et est responsable du fonctionnement et de l'administration de la Société.

En 2012-2013, la secrétaire de la Société a pris en charge les responsabilités de coordonnatrice de l'accès à l'information et aux renseignements personnels. Le Musée n'a pas d'autres employés travaillant dans ce domaine.

La coordonnatrice de l'accès à l'information et aux renseignements personnels est chargée d'administrer la *Loi sur l'accès à l'information* au sein du Musée canadien de l'immigration du Quai 21. Son mandat est d'agir au nom de la chef de la direction afin d'assurer le respect des dispositions législatives, des règlements et des politiques gouvernementales, en plus de créer des directives et des normes concernant tout ce qui touche à la *Loi*. Cela comprend de veiller au traitement des demandes d'accès et de fournir des conseils professionnels et de la formation professionnelle.

Le Musée n'a pas d'entente de services en vertu de l'article 96 de la *Loi*.

3. Ordonnance de délégation de pouvoirs

En vertu de l'article 95 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information*, le Musée a délégué son autorité à la coordonnatrice de l'accès à l'information et aux renseignements personnels afin qu'elle puisse exercer ou accomplir tous les pouvoirs, toutes les responsabilités et toutes les fonctions de la chef de la direction en ce qui concerne la *Loi*, dans la mesure où ils sont exercés ou accomplis en lien avec le Musée. L'ordonnance de délégation de pouvoirs est présentée à l'annexe A.

4. Rendement pour 2020-2021

Les détails sur le rendement pendant l'exercice 2020-2021 se trouvent dans le Rapport statistique produit conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* et dans le Rapport statistique supplémentaire concernant l'impact des mesures liées à la COVID-19, joint à l'Annexe B.

En résumé :

- Le Musée n'a reçu aucune demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information pendant la période visée par le rapport.
- Il n'y avait pas de demande en suspens provenant des périodes visées précédentes.
- Pendant la période visée, le Musée n'a reçu aucune demande de consultation.
- La quantité de demandes et de demandes de consultation correspond aux années précédentes, comme le montre le tableau 1 présenté ci-dessous.
- Aucune trousse d'accès à l'information publiée précédemment n'a été publiée de façon informelle.

Tableau 1: demande en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

| | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | 2020-2021 |
|----------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de demandes | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demandes informelles | 0 | 0 | 3 | 3 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 |

- La COVID-19 n'a pas affecté la capacité du Musée à respecter ses responsabilités telles qu'énoncées par la *Loi sur l'accès à l'information*, car aucune demande n'a été reçue pendant la fermeture du Musée et de ses bureaux. Le Musée peut recevoir des demandes numériques par l'entremise du service de demande en ligne de l'AIPRP (AORS), à distance ou sur place. Selon la nature de la demande, la capacité du Musée à répondre aux demandes futures pourrait être affectée si la pandémie de COVID-19 exige une nouvelle fermeture des bureaux du Musée.

5. Formation et sensibilisation

Il n'y a pas eu de séance de formation officielle concernant la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période de référence. Plus de 85 % des employés ont reçu une formation et les nouveaux employés ont été informés de leurs obligations pendant leur orientation. De la formation supplémentaire et des conseils sont fournis aux particuliers ou aux équipes selon leurs besoins et leurs responsabilités.

6. Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

Aucune nouvelle politique, directive, procédure ou initiative n'a été préparée en 2020-2021. Le Musée respecte les politiques et les directives du Conseil du Trésor.

7. Sommaire des enjeux clés et mesures prises à l'égard des plaintes

Il n'y a pas eu de plainte liée à l'accès à l'information en 2020-2021. Il n'y a pas eu de vérification ou d'enquête pendant cette période de référence.

8. Suivi de la conformité

En raison de la faible demande, le Musée n'a pas de système officiel pour surveiller le temps nécessaire au traitement des demandes d'accès à l'information. La coordonnatrice de l'accès à l'information et aux renseignements personnels s'assure que les demandes soient traitées dans le délai fixé de 30 jours. Advenant un délai ou une extension, la chef de direction est avisée et tenue informée de l'état de la demande.

Annexe A – Ordonnance de délégation de pouvoirs

Delegation Order / Ordonnance de délégation de pouvoirs

The President and Chief Executive Officer of the Canadian Museum of Immigration at Pier 21, pursuant to section 95 (1) of the *Access to Information Act* and section 73 of the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers, duties and functions of the President and Chief Executive Officer as the head of the Canadian Museum of Immigration at Pier 21, under the provisions of the Act and related regulations set out in the schedule opposite each position.

Conformément à l'article 95 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information* et à l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président-directeur général du le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 désigne par la présente les personnes occupant les postes figurant dans le tableau ci-dessous, ou les personnes occupant ces postes à titre intérimaire, pour qu'elles exercent les pouvoirs et les fonctions du président-directeur général en tant que chef du Musée canadien de l'immigration du Quai 21, conformément aux modalités de la loi et des règlements afférents, indiqués dans le tableau.

| Position Title/ Titre du poste | Scope/ Secteur | Authority/ Délégation | |
|--|-------------------|---|---|
| | | <i>Access to Information Act/ Loi sur l'accès à l'information</i> | <i>Privacy Act/ Loi sur la protection des renseignements personnels</i> |
| Corporate Secretary/ Secrétaire de la Société | Museum/Musée | Total/Complet | Total/Complet |

Dated at Halifax, NS, this 1st day of April, 2020.

Daté à Halifax, N.-É., ce 1 jour de avril 2020.



Marie Chapman
Chief Executive Officer, Chef de la direction



Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Période d'établissement de rapport : 2020-04-01 au 2021-03-31

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

| | Nombre de demandes |
|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 |
| Total | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 |

1.2 Source des demandes

| Source | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias | 0 |
| Secteur universitaire | 0 |
| Secteur commercial (secteur privé) | 0 |
| Organisation | 0 |
| Public | 0 |
| Refus de s'identifier | 0 |
| Total | 0 |

1.3 Demandes informelles

| Délai de traitement | | | | | | | Total |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 Jours | 16 à 30 Jours | 31 à 60 Jours | 61 à 120 Jours | 121 à 180 Jours | 181 à 365 Jours | Plus de 365 Jours | |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

Section 2 – Motifs pour ne pas donner suite à une demande

| | |
|--|---|
| En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente | 0 |
| Envoyées pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Total | 0 |
| Approuvées par la commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Refusées par la commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports | 0 |

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

3.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|--|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande transférée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
| 13(1)(a) | 0 | 16(2) | 0 | 18(a) | 0 | 20.1 | 0 |
| 13(1)(b) | 0 | 16(2)(a) | 0 | 18(b) | 0 | 20.2 | 0 |
| 13(1)(c) | 0 | 16(2)(b) | 0 | 18(c) | 0 | 20.4 | 0 |
| 13(1)(d) | 0 | 16(2)(c) | 0 | 18(d) | 0 | 21(1)(a) | 0 |
| 13(1)(e) | 0 | 16(3) | 0 | 18.1(1)(a) | 0 | 21(1)(b) | 0 |
| 14 | 0 | 16.1(1)(a) | 0 | 18.1(1)(b) | 0 | 21(1)(c) | 0 |
| 14(a) | 0 | 16.1(1)(b) | 0 | 18.1(1)(c) | 0 | 21(1)(d) | 0 |
| 14(b) | 0 | 16.1(1)(c) | 0 | 18.1(1)(d) | 0 | 22 | 0 |
| 15(1) | 0 | 16.1(1)(d) | 0 | 19(1) | 0 | 22.1(1) | 0 |
| 15(1) - A.I.* | 0 | 16.2(1) | 0 | 20(1)(a) | 0 | 23 | 0 |
| 15(1) - Déf.* | 0 | 16.3 | 0 | 20(1)(b) | 0 | 23.1 | 0 |
| 15(1) - A.S.* | 0 | 16.31 | 0 | 20(1)(b.1) | 0 | 24(1) | 0 |
| 16(1)(a)(i) | 0 | 16.4(1)(a) | 0 | 20(1)(c) | 0 | 26 | 0 |
| 16(1)(a)(ii) | 0 | 16.4(1)(b) | 0 | 20(1)(d) | 0 | | |
| 16(1)(a)(iii) | 0 | 16.5 | 0 | | | | |
| 16(1)(b) | 0 | 16.6 | 0 | | | | |
| 16(1)(c) | 0 | 17 | 0 | | | | |
| 16(1)(d) | 0 | | | | | | |

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

3.5.3 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Estimation des frais | Avis juridique | Autres | Total |
|--|----------------------|----------------------|----------------|--------|-------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi

| | Demandes fermées dans les délais prévus par la loi |
|--|--|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la loi | 0 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la loi (%) | 0 |

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la loi

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi | Motif principal | | | |
|---|---|----------------------|----------------------|-------|
| | Entravene au fonctionnement / Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autre |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi (y compris toute prolongation prise)

| Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la loi | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où aucune prolongation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la loi où une prolongation a été prise | Total |
|--|--|---|----------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

3.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|----------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 4: Prorogations

4.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)a) Entrave au fonctionnement | 9(1)b) Consultation | | 9(1)(c) Avis à un tiers |
|--|-------------------------------------|------------------------|----------|----------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation du commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a) Entrave au fonctionnement | 9(1)b) Consultation | | 9(1)(c) Avis à un tiers |
|------------------------|-------------------------------------|------------------------|----------|----------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| 30 jours ou moins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 8: Plaintes et enquêtes

| Article 32 Avis d'enquête | Article 30(5) Cessation de l'enquête | Article 35 Présenter des observations | Article 37 Compte rendus de conclusion reçus | Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des recommandations émis par la Commissaire de l'information | Article 37 Compte rendus de conclusion contenant des ordonnances émis par la Commissaire de l'information |
|------------------------------|---|--|--|---|---|
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9: Recours judiciaire

9.1 Recours judiciaires sur les plaintes reçues avant le 21 juin 2019 et au-delà

| Article 41 (avant 21 juin 2019) | Article 42 | Article 44 |
|------------------------------------|------------|------------|
| 0 | 0 | 0 |

9.2 Recours judiciaires sur les plaintes reçues après le 21 juin 2019

| Article 41 (après 21 juin 2019) | | | | |
|---------------------------------|-----------------|----------|---|-------|
| Plaignant (1) | Institution (2) | Tier (3) | Commissaire à la protection de la vie privée (4) | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10: Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

10.1 Coûts

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|-----|------------|
| Salaires | | \$0 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$0 |
| • Contrats de services professionnels | \$0 | |
| • Autres | \$0 | |
| Total | | \$0 |

10.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information |
|--|---|
| Employés à temps plein | 0.000 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000 |
| Employés régionaux | 0.000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.000 |
| Étudiants | 0.000 |
| Total | 0.000 |

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

**Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels***Nom de l'institution : Musée canadien de l'immigration du Quai 21Période d'établissement de 2020-04-01 to 2021-03-31**Section 1 : Capacité de recevoir des demandes d'AIPRP**

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

| | Nombre de semaines |
|---|--------------------|
| En mesure de recevoir des demandes par la poste | 52 |
| En mesure de recevoir des demandes par courriel | 52 |
| En mesure de recevoir des demandes en moyen d'un service de demande numérique | 0 |

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papier dans différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés | 0 | 52 | 0 | 52 |
| Documents papiers Protégé B | 0 | 52 | 0 | 52 |
| Documents papiers Secret et Très secret | 0 | 52 | 0 | 52 |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques dans différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés | 0 | 52 | 0 | 52 |
| Documents électroniques Protégé B | 0 | 52 | 0 | 52 |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 0 | 52 | 0 | 52 |